

Le regard des Français sur les grands enjeux de l'élection présidentielle :

La politique extérieure #4

Sondage Ifop-Fiducial pour Public Sénat et Sud Radio

Contacts Ifop :

Frédéric Dabi, Directeur Général Adjoint

Esteban Pratviel, Chef de groupe

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44 / 06 16 97 06 01

prenom.nom@ifop.com

Mars 2017



1 | La méthodologie



Etude réalisée par Ifop-Fiducial pour Public Sénat et Sud Radio

Echantillon	Méthodologie	Mode de recueil
 L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1 495 personnes inscrites sur les listes électorales, extrait d'un échantillon de 1 600 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.	 La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.	 Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 24 au 27 mars 2017.

2 | Les résultats de l'étude

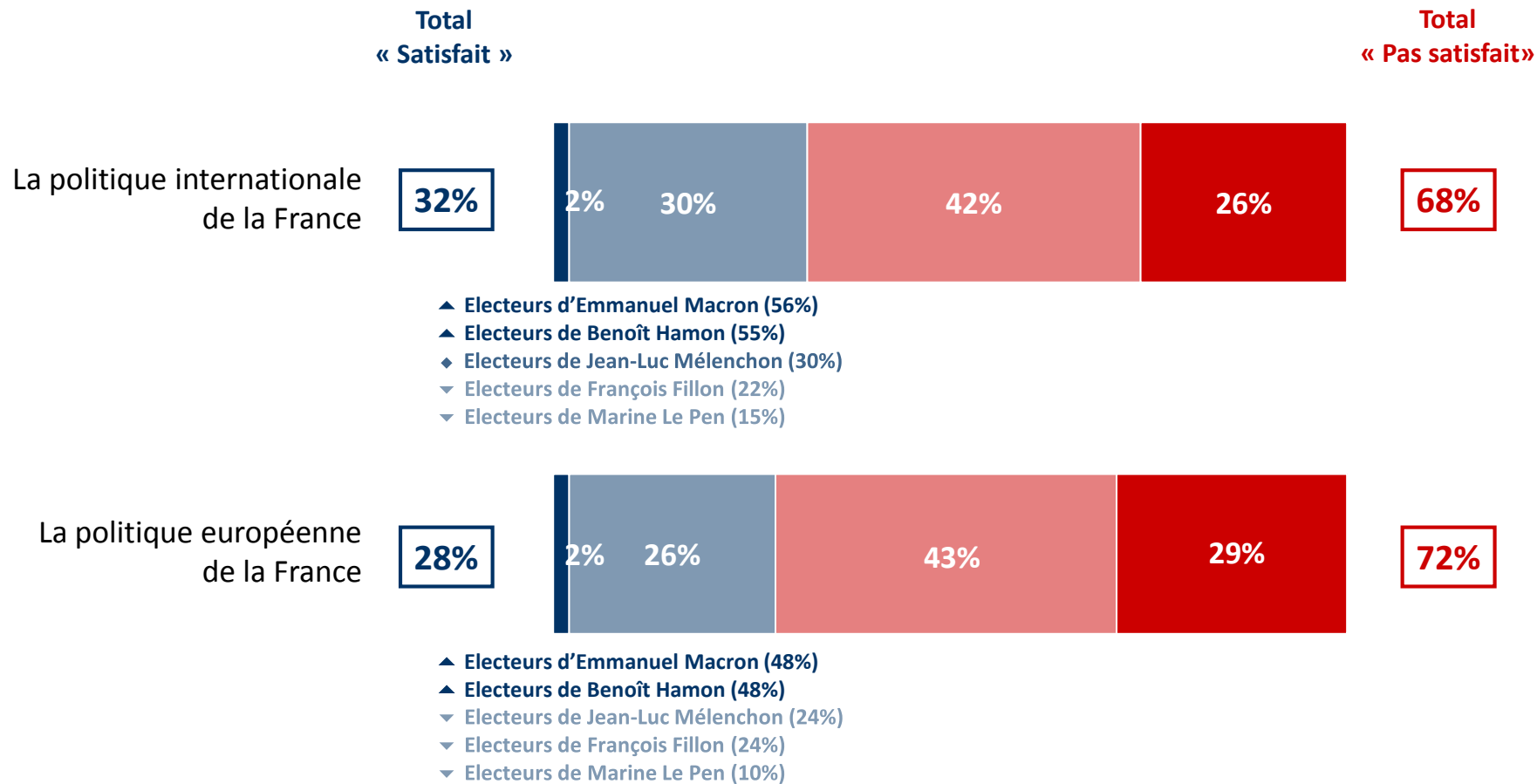


A | La perception de la situation de la France dans le monde

QUESTION : Quand on vous parle de politique étrangère ou extérieure de la France, quels sont tous les mots, les sentiments et les images qui vous viennent à l'esprit ? (question ouverte, réponses non suggérées)



QUESTION : Depuis 2012, diriez-vous que vous êtes tout à fait satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas satisfait du tout de... ?



■ Tout à fait satisfait ■ Plutôt satisfait ■ Plutôt pas satisfait ■ Pas du tout satisfait

QUESTION : Vous personnellement, diriez-vous qu'au cours des dernières années le rôle de la France dans le monde / en Europe a augmenté, a diminué ou ni l'un ni l'autre ?

Le rôle de la France dans le monde

Ensemble Mars 2017



Rappel Mars 2013



Rappel Mars 2002

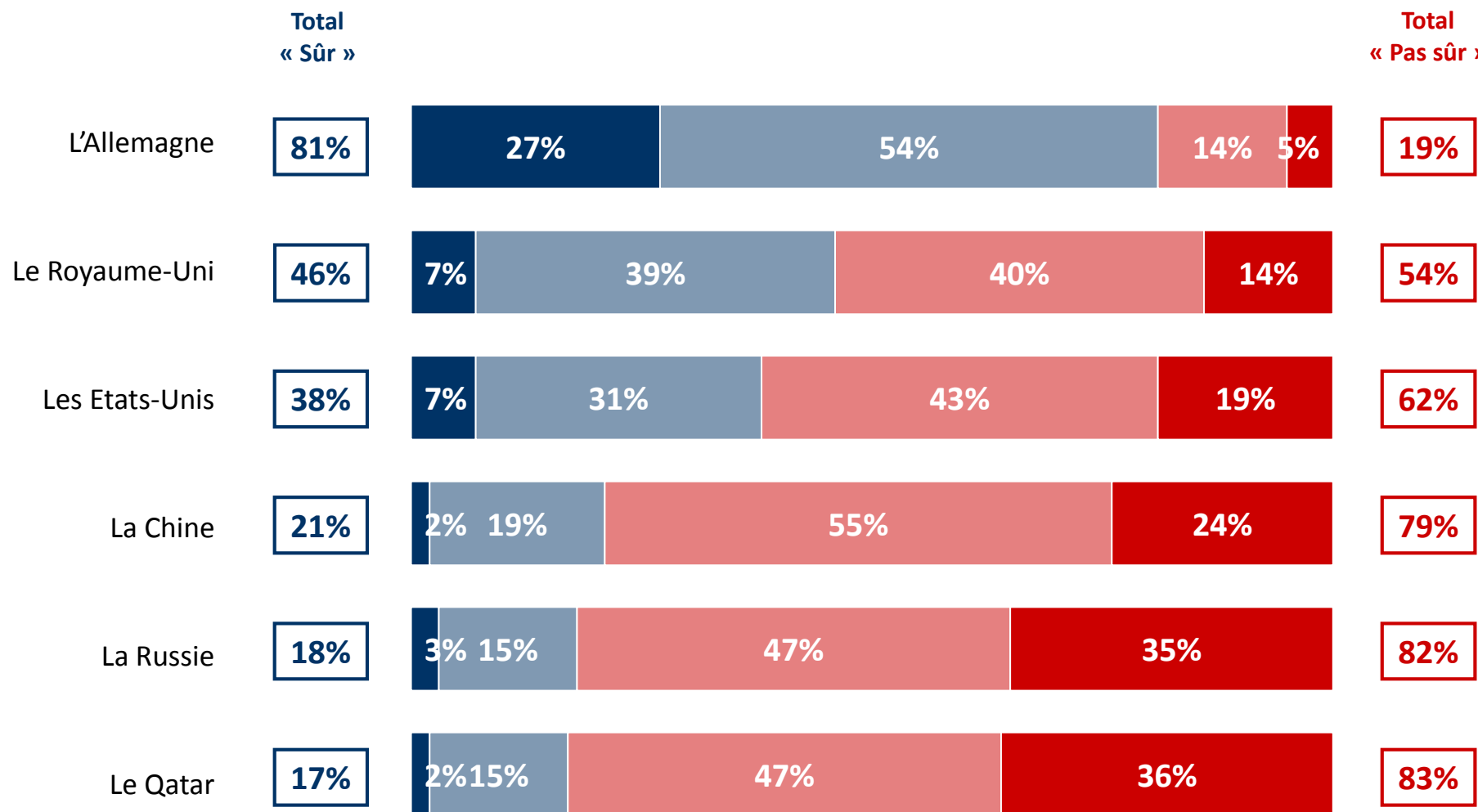


Le rôle de la France en Europe



■ A augmenté ■ A diminué ■ Ni l'un ni l'autre ■ Ne se prononcent pas

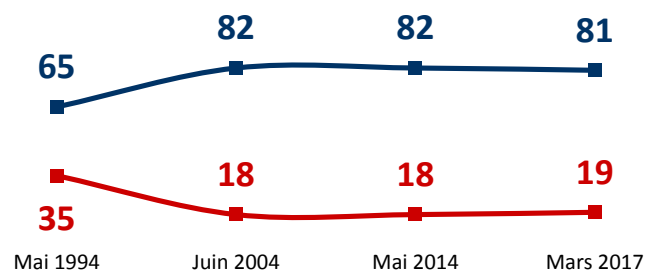
QUESTION : Pour chacun des pays suivants, indiquez s'il vous paraît être pour la France un allié ou partenaire très sûr, plutôt sûr, plutôt peu sûr ou pas sûr du tout ?



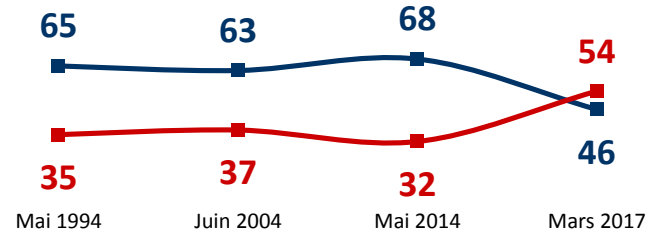
■ Très sûr ■ Plutôt sûr ■ Plutôt pas sûr ■ Pas sûr du tout

QUESTION : Pour chacun des pays suivants, indiquez s'il vous paraît être pour la France un allié ou partenaire très sûr, plutôt sûr, plutôt peu sûr ou pas sûr du tout ?

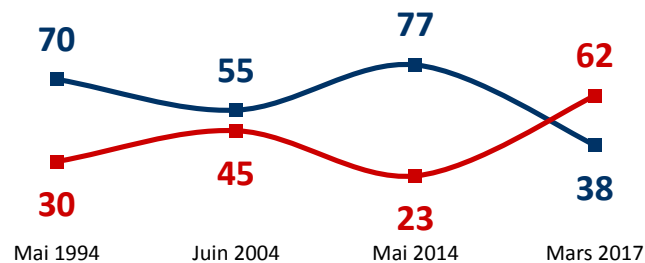
Evolutions depuis 1994 - L'Allemagne



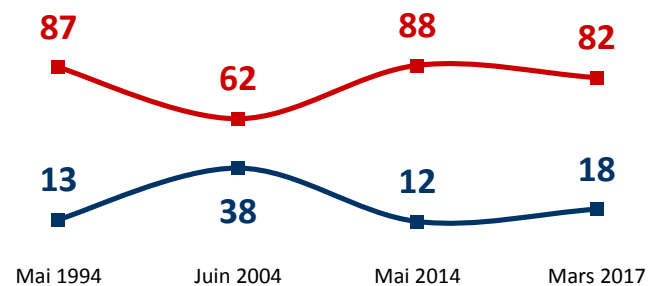
Evolutions depuis 1994 - Le Royaume-Uni



Evolutions depuis 1994 - Les Etats-Unis

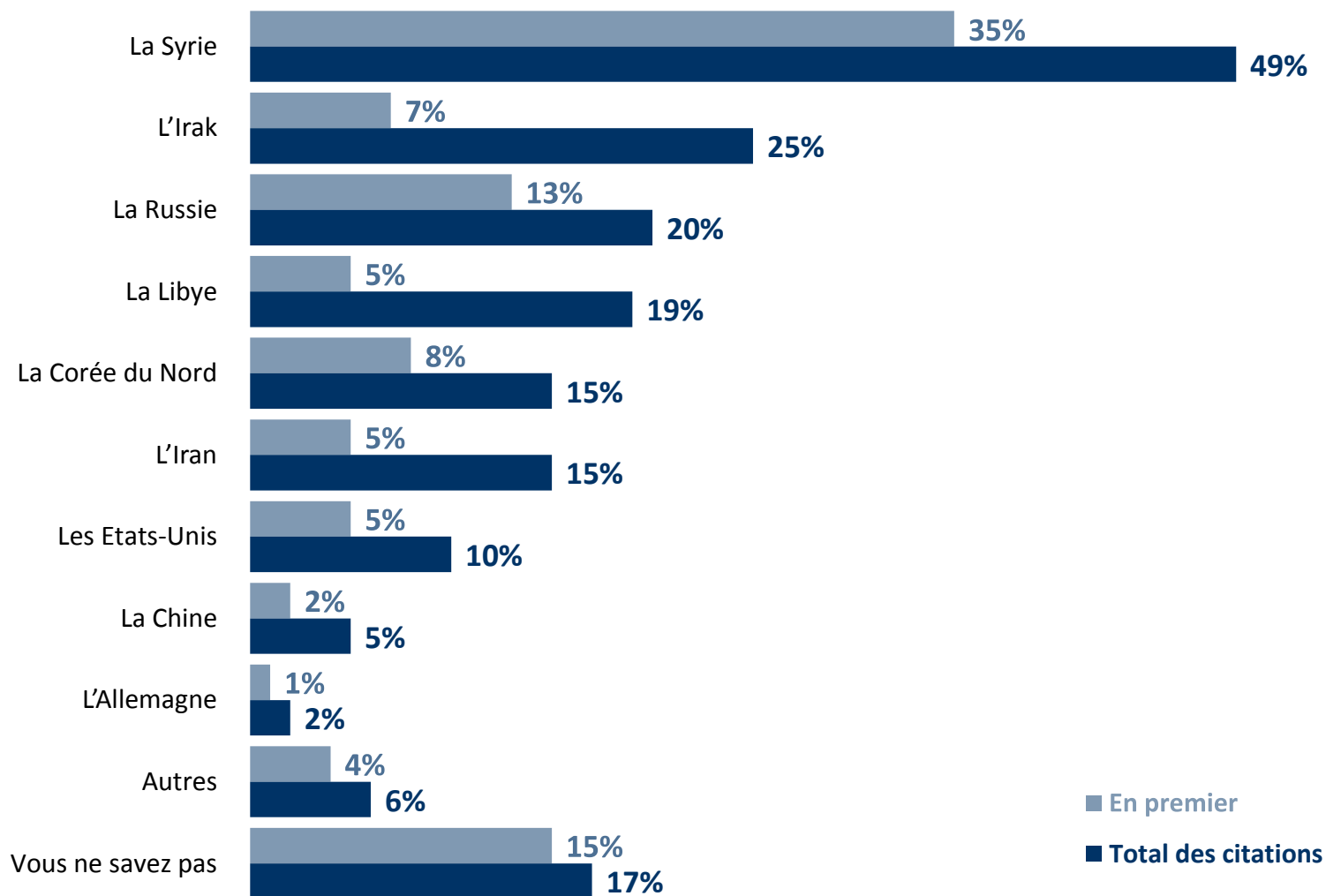


Evolutions depuis 1994 - La Russie



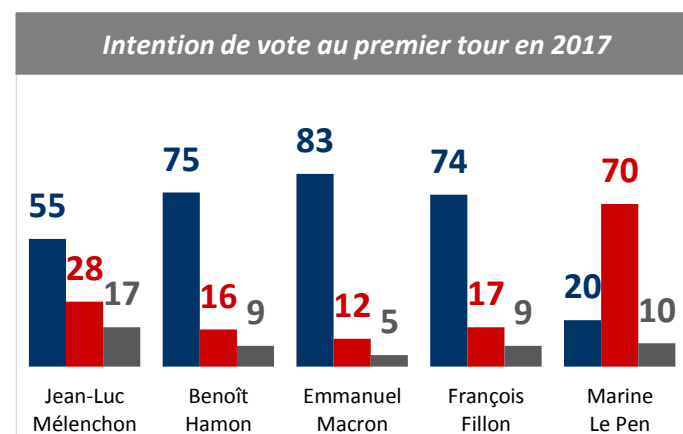
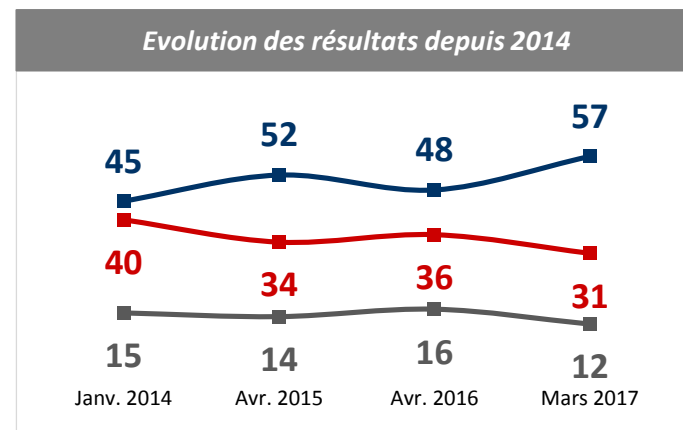
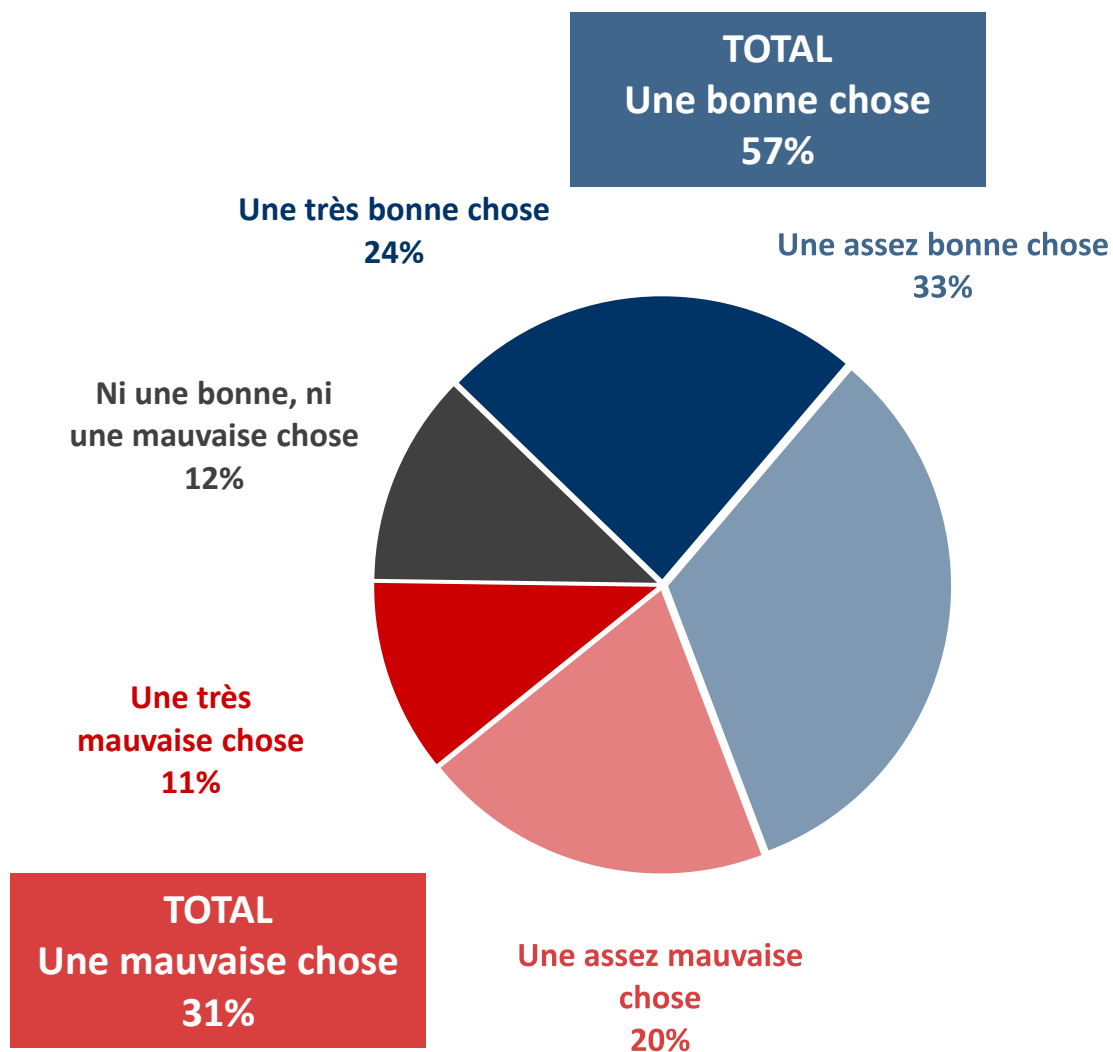
■ TOTAL Sûr ■ TOTAL Pas sûr

QUESTION : Quel est, d'après-vous, parmi les pays suivants, celui qui représente le plus une menace pour la sécurité de la France ? En premier ? En second ?

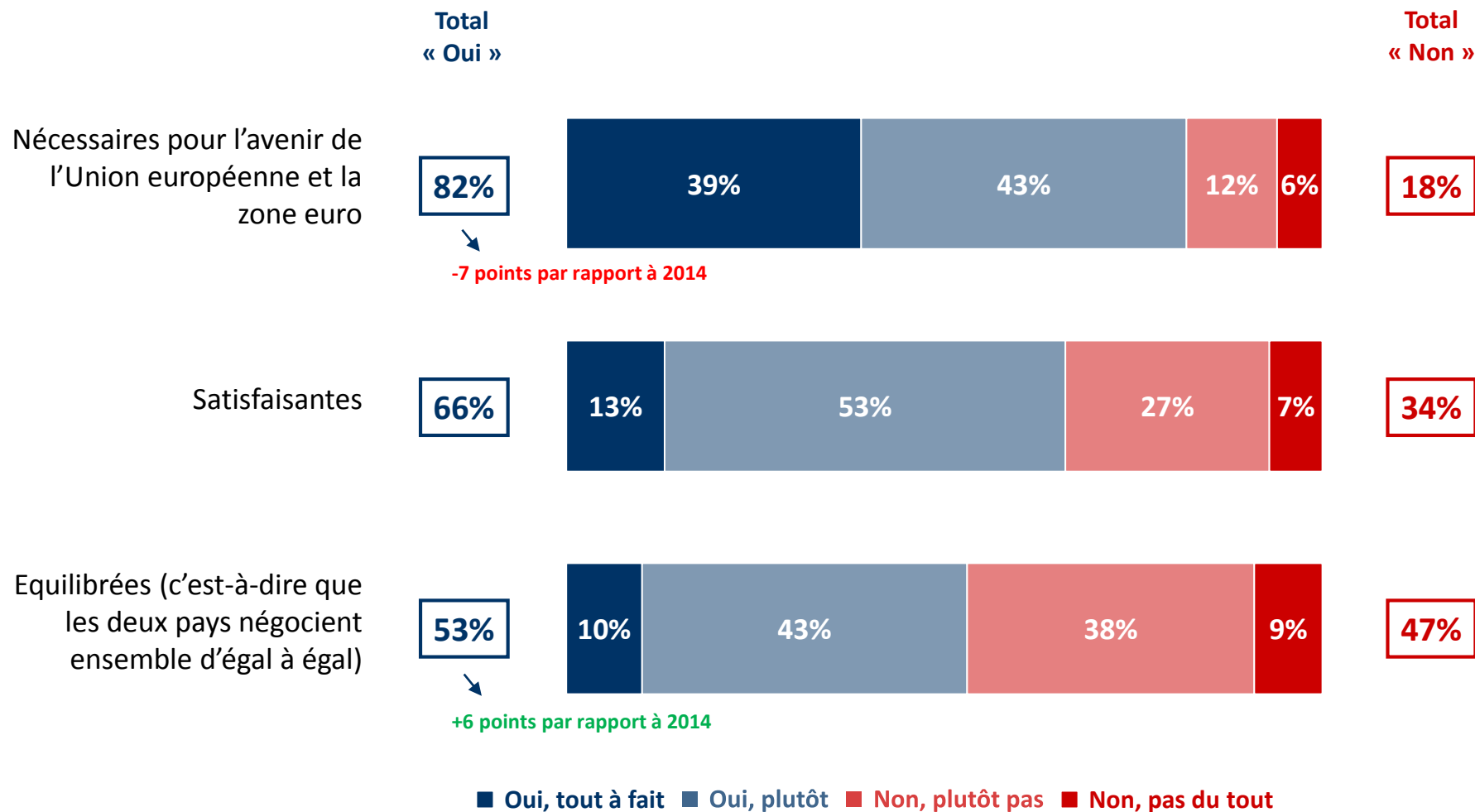


B | Le jugement sur la politique européenne de la France

QUESTION : Diriez-vous que l'appartenance de la France à l'Union Européenne est... ?

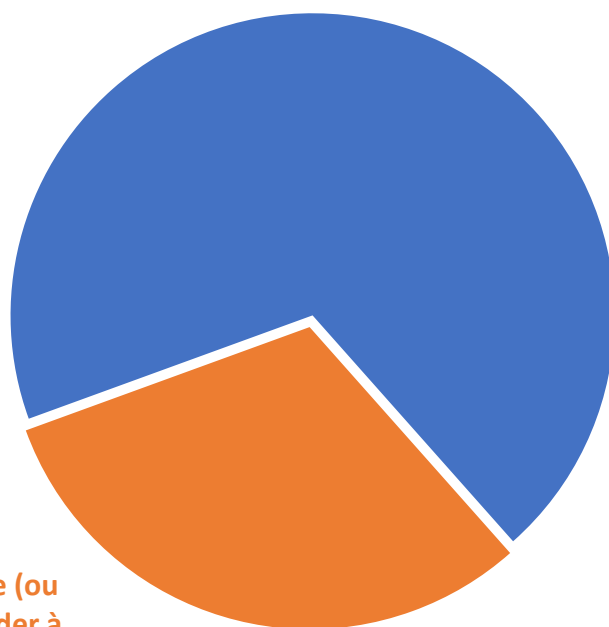


QUESTION : Aujourd'hui, estimez-vous que les relations entre la France et l'Allemagne sont...?



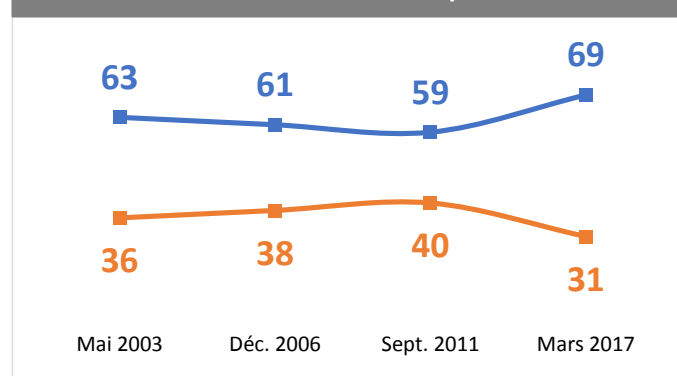
QUESTION : Selon vous, la construction européenne doit s'attacher en priorité à... ?

Bâtir une Europe des Nations, qui
préserve la souveraineté des Etats
69%

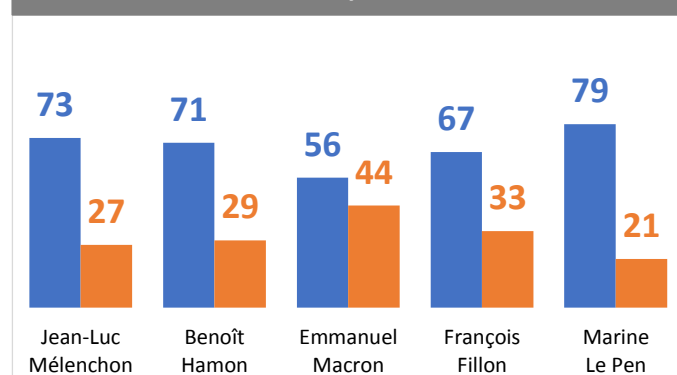


Bâtir une Europe fédérale (ou
supranationale) pour fonder à
terme les Etats-Unis d'Europe
31%

Evolution des résultats depuis 2014



Intention de vote au premier tour en 2017



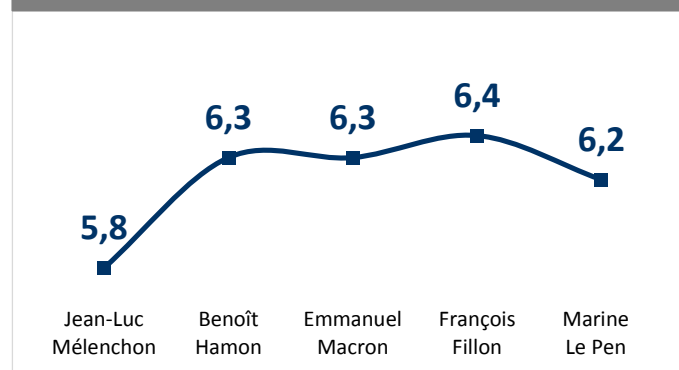
C | La politique extérieure de la France dans la perspective de l'élection présidentielle

QUESTION : Dans quelle mesure considérez-vous que les enjeux liés à la politique extérieure de la France vont jouer un rôle important ou pas important dans votre vote à l'élection présidentielle ? Veuillez évaluer cette importance sur une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que ces enjeux auront une très faible importance dans votre vote, et 10 qu'ils auront une très forte importance. Les notes intermédiaires servent à nuancer votre jugement.

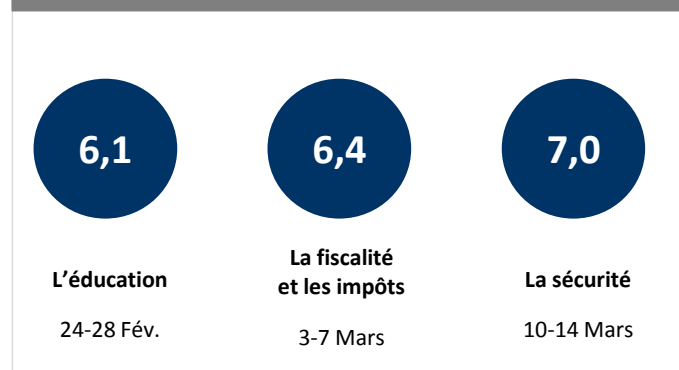
Poids moyen des enjeux liés à la politique extérieure de la France
(Note sur 10)



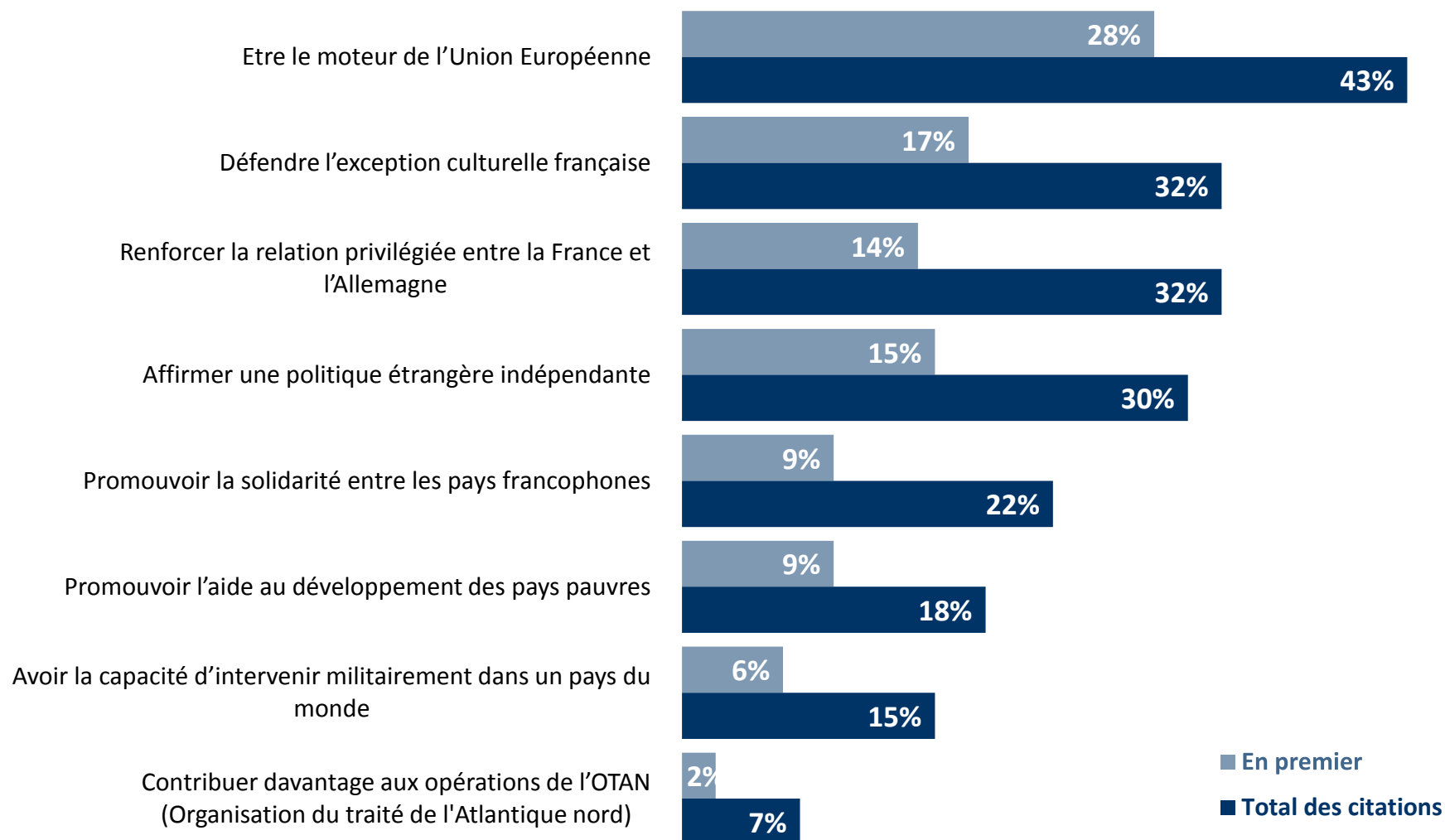
Intention de vote à l'élection présidentielle de 2017



Rappel Poids moyen des autres enjeux

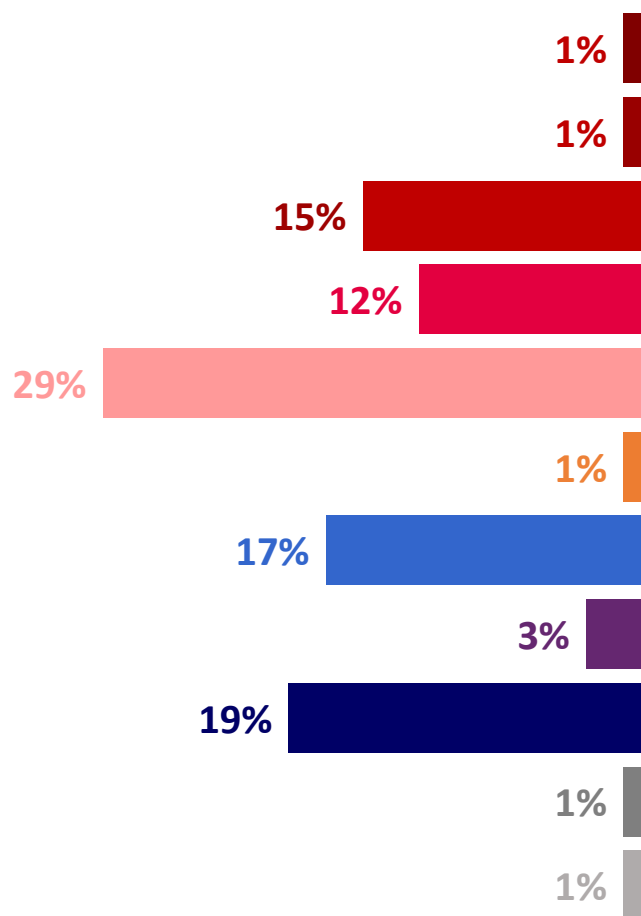


QUESTION : Selon vous, en matière de politique extérieure, quelle doit être l'ambition prioritaire du prochain Président de la République pour la France dans les années à venir ? En premier ? En second ?

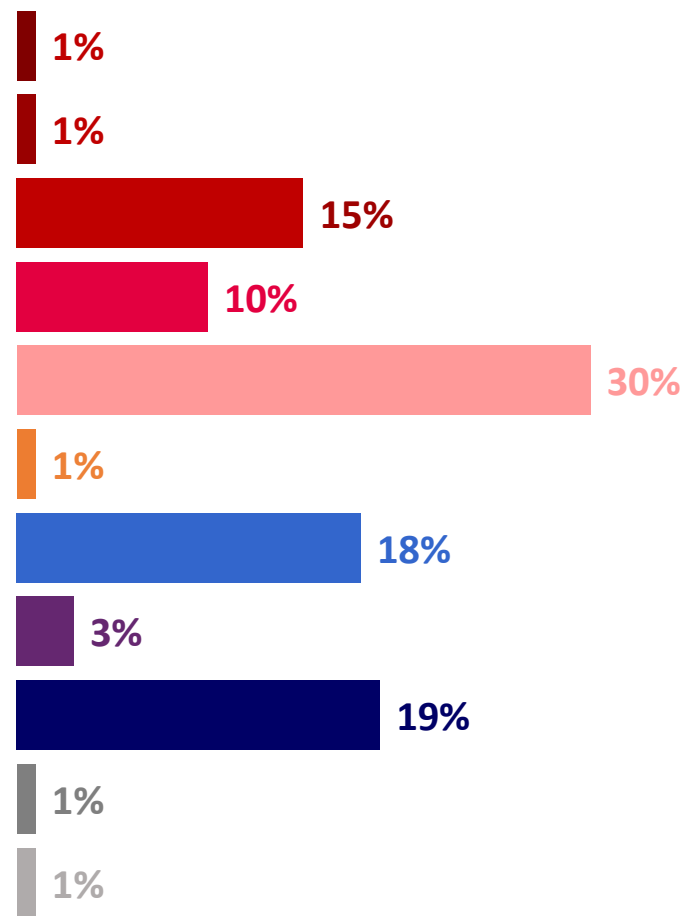


QUESTION : Parmi les candidats à l'élection présidentielle, quel est celui qui est le plus capable de proposer les meilleures solutions ou mesures... ?

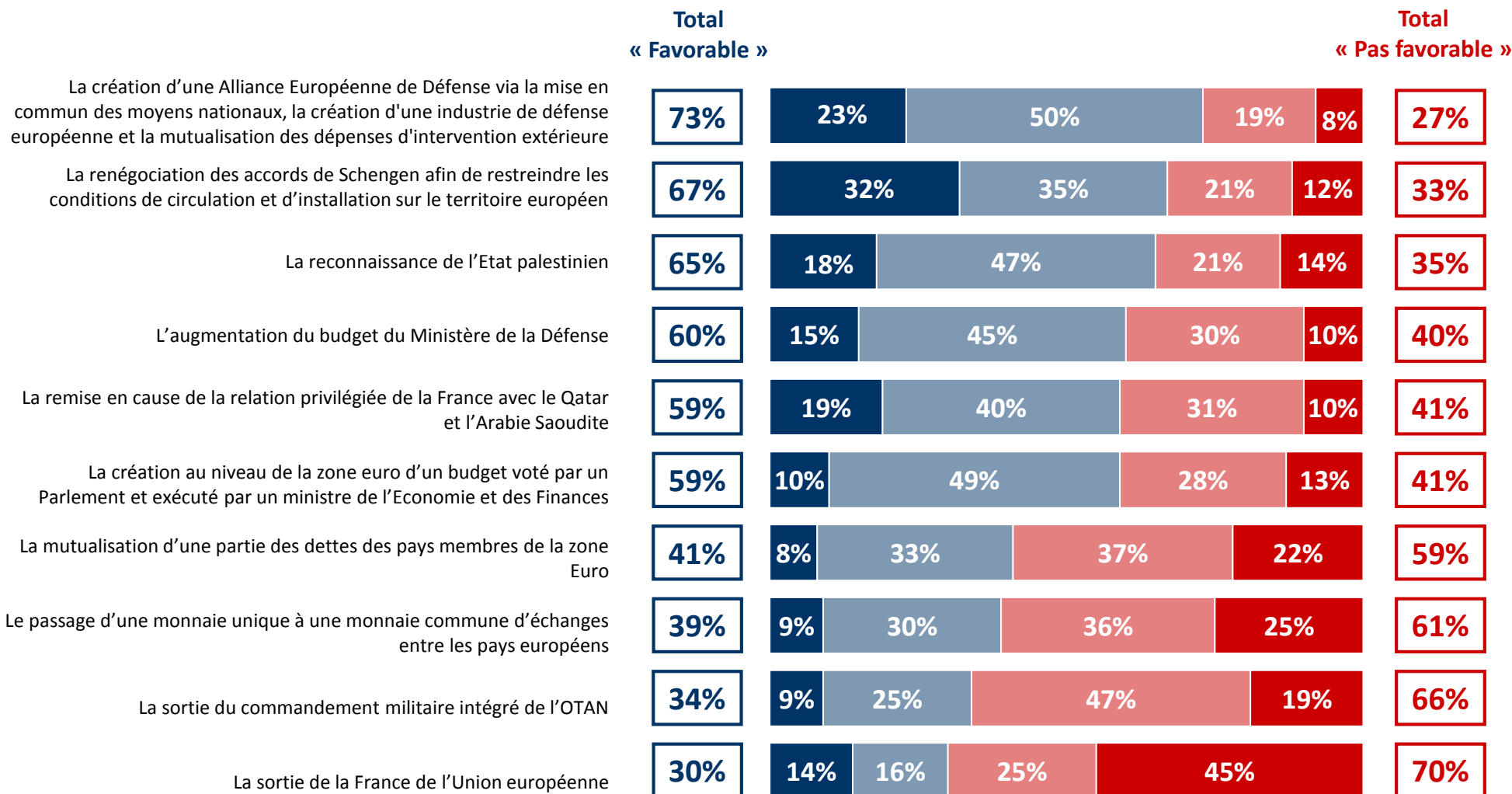
En matière de politique européenne



En matière de politique internationale



QUESTION : Voici un certain nombre de propositions que l'on entend parfois au sujet de la politique extérieure. Pour chacune d'entre elles, veuillez indiquer si vous seriez favorable ou opposé à ce qu'elle entre en vigueur après l'élection présidentielle ?



■ Tout à fait favorable ■ Plutôt favorable ■ Plutôt pas favorable ■ Pas du tout favorable

3 | Les principaux enseignements



La quatrième vague du baromètre Ifop-Fiducial pour Public Sénat et Sud Radio portant sur les grands enjeux de l'élection présidentielle s'est intéressée aux questions internationales et à la politique extérieure de la France. Les Français se montrent alors majoritairement insatisfaits de la politique conduite pendant le quinquennat de François Hollande et souhaitent que leur pays redevienne un moteur de l'Union Européenne et retrouve de manière générale son influence sur la scène mondiale.

Les Français observent de manière critique la situation de leur pays en matière de politique extérieure. Très majoritairement insatisfaites de la politique conduite depuis 2012, que ce soit sur le champ de la politique européenne (72%) ou sur le champ de la politique internationale (68%), les personnes interrogées semblent davantage regretter la trajectoire descendante du rôle de la France dans le monde ou en Europe depuis le début des années 2000 plutôt que les actions conduites par François Hollande. Sa politique de défense des intérêts de la France a d'ailleurs été de manière constante sous son quinquennat portée à son crédit et a constitué l'un des aspects sur lesquels les critiques de la part de la population étaient les moins vives¹.

La perte d'influence de la France sur la scène européenne ou internationale semble aux yeux des interviewés plutôt la conséquence d'un monde émaillé par de nombreuses crises au cours des dernières années. C'est ainsi que les Français s'inquiètent de leurs relations avec les puissances qui les entourent et leurs alliés traditionnels. Certes, 81% d'entre eux considèrent que l'Allemagne reste un allié ou un partenaire sûr (-1 point par rapport à 2014). **S'agissant des pays anglo-saxons, le sondage Ifop-Fiducial enregistre une rupture d'opinion** : ainsi une majorité émet aujourd'hui des doutes quant à la fiabilité du Royaume-Uni quelques mois après le référendum sur le Brexit (46%, -22 points par rapport à 2014) et surtout à celle des Etats-Unis quelques mois après l'élection de Donald Trump (38%, -39). La perte de confiance vis-à-vis des alliés et partenaires traditionnels s'accompagne d'une méfiance vis-à-vis d'autres puissances, à commencer par la Syrie et l'Irak engluée dans la guerre civile depuis l'émergence de Daech et par la Russie de Vladimir Poutine et ses opérations dans des pays proches de la « frontière » de l'Union Européenne.

¹Cf. Le tableau de bord politique Ifop-Fiducial pour Paris Match et Sud Radio

Dans ce monde incertain, les Français se raccrochent ainsi à leurs « piliers » : la solidité de la relation franco-allemande et la construction européenne qui a apporté une stabilité en Europe au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. Soixante ans après la signature du Traité de Rome, les personnes interrogées tirent en effet un bilan positif de l'appartenance de leur pays à l'Union européenne. 57% d'entre elles estiment que cette appartenance est une bonne chose pour la France, contre 31% qui la jugent négativement. Refusant massivement par ailleurs (70% des personnes interrogées) de suivre leurs voisins britanniques et quitter l'Union, les Français souhaitent que leur pays prenne davantage d'initiatives en matière de construction européenne, appelant de leurs vœux des ambitions sur cet aspect de la part du prochain Président de la République. Fidèles à la vision du Général de Gaulle, ils optent cependant majoritairement pour une construction européenne s'attachant d'abord à bâtir une Europe des Nations préservant la souveraineté des Etats (69%) plutôt qu'à bâtir une Europe fédérale pour fonder à terme les Etats-Unis d'Europe (31%), et parallèlement aussi pour une réaffirmation d'une politique étrangère indépendante.

Dans la perspective de l'élection présidentielle, c'est d'ailleurs l'un des candidats les plus « européistes » qui apparaît le plus crédible en matière de politique extérieure, **comme si les Français ne voyaient pas leur pays « affronter » le monde extérieur sans l'Union Européenne.** Avec 29% de citations s'agissant de la politique européenne et 30% s'agissant de la politique internationale, le leader d'En Marche ! se situe sur ces aspects à un niveau au-dessus de celui des intentions de vote en sa faveur et devance alors Marine Le Pen, qui se situe quant à elle à un niveau en-dessous (respectivement 19% et 19% de citations). Juste derrière Marine Le Pen, François Fillon ne capitalise pas quant à lui sur l'exercice de fonctions régaliennes durant la période 2007-2012. Les mesures retenues majoritairement par les Français confirment d'ailleurs ces rapports de forces. 73% des personnes interrogées se déclarent favorables à la création d'une Alliance Européenne de Défense, tandis que 59% adhèrent à la proposition de création au niveau de la zone Euro d'un budget voté par un Parlement et exécuté par un ministre de l'Economie et des Finances. A contrario, seuls 39% retiennent l'idée d'un passage d'une monnaie unique à une monnaie commune d'échanges entre les pays européens et 30% souhaitent une sortie de l'Union Européenne. Pour autant, considérant leurs regards méfiants vis-à-vis des crises actuelles, deux tiers des personnes interrogées se déclarent favorables à la renégociation des accords de Schengen afin de restreindre les conditions de circulation et d'installation sur le territoire européen (67%) et un peu moins évoquent une remise en cause de la relation privilégiée avec le Qatar et l'Arabie Saoudite (59%).